

Prix de l'électricité : EDF et les industriels toujours à couteaux tirés

ÉNERGIE

Les industriels et EDF se renvoient la balle sur l'avancée poussive des négociations sur les futurs prix de l'électricité.

Bercy met la pression mais ses marges de manœuvre semblent étroites.

Sharon Wajsbrot
et Amélie Laurin

C'est un anniversaire qui se fait très discret, compte tenu de la fronde qui monte en coulisses. Il y a un an, jour pour jour, EDF et son actionnaire l'Etat annonçaient en grande pompe à Bercy un accord sur les

prix de vente de l'électricité nucléaire, censé remplacer la régulation actuelle « Arenh » à partir de 2026 et garantir un prix de l'électricité nucléaire autour des 70 euros le MWh. Un an après, si EDF se félicite des résultats, plusieurs fédérations d'industriels pointent que le compte n'y est pas et accusent EDF de bloquer les négociations.

« EDF paraît dans une forme de déni de la situation actuelle et à venir, à très court terme, de l'industrie française et de la perte de compétitivité gravissime qu'elle subit », affirme Nicolas de Warren, président de l'Uniden qui est extrêmement critique à l'égard des négociations menées par EDF avec les grands industriels très consommateurs d'énergie. Censés être approvisionnés en partie via des contrats d'allocation de production nucléaire vendus par EDF à « prix coutant » sur quinze ans – comme le prévoit

l'accord avec l'Etat – ces derniers rechignent à signer compte tenu des prix proposés, jugés bien trop prohibitifs.

Leurs réserves sont renforcées dans un contexte de baisse des prix sur les marchés de gros de l'électricité et alors que le gouvernement a, à plusieurs reprises, demandé à EDF de faire des efforts et brandi la menace de revoir cet accord durement négocié. « Ça ne bouge pas car tout le monde s'attend en espérant obtenir un meilleur contrat plus tard », résume un connaisseur du sujet.

Front désuni des industriels

A ce jour, EDF a signé cinq lettres d'intention pour des contrats de long terme (CAPN) représentant un peu plus de 10 TWh de consommation annuelle, soit des volumes « quand même très importants puis-

que la durée moyenne, c'est quinze ans », s'est félicité la semaine dernière Marc Benayoun, directeur exécutif d'EDF chargé du pôle clients, services et territoires. « On a des discussions très bien avancées avec plusieurs acteurs et on a signé 24 accords de confidentialité [...] qui sont le début d'une négociation », a-t-il ajouté, expliquant qu'il est normal de réfléchir avant de s'engager sur de telles durées. L'énergéticien affirme en outre avoir déjà conclu 4.000 contrats à quatre ou cinq ans pour un total de 17 TWh, à un prix moyen de 60 euros du MWh. EDF rappelle avoir « tout intérêt à signer de nouveaux contrats » et assure « faire des propositions » à ses clients.

Les lettres d'intention déjà signées ne sont pas des contrats fermes à ce stade et elles concernent, dans le cas d'ArcelorMittal et Gravity, des projets d'usines futures, relativise néanmoins l'Uniden.

« Pour les installations existantes, elles portent seulement sur quelques TWh, très loin de l'objectif global de 40 TWh inscrit dans l'accord de novembre 2023, malgré la satisfaction affichée par EDF », estime l'association.

Les grands clients d'EDF réclament la clause de revoyure de cet accord promise par le précédent gouvernement et jamais exercée. Mais ils n'affichent pas un front commun. L'Uniden demande à l'Etat actionnaire de mettre en place une médiation, sans casser le cadre actuel de négociations individuelles. D'autres industriels et des entreprises moins gourmands en énergie espèrent, eux, une remise à plat complète du système post-Arenh. Ils réclament la mise en place de CFD (contracts for difference) qui leur offriraient un prix garanti. A rebours de la libéralisation du marché voulue pour par

l'énergéticien. EDF est désormais une entreprise comme les autres, fait régulièrement valoir son patron Luc Rémont.

Dans ce contexte, l'option d'une régulation de type CFD pourrait être brandie par Bercy afin de pousser EDF à faire aboutir les pourparlers. Selon nos informations, le sujet a été évoqué lors d'une rencontre, mardi, entre Luc Rémont et Antoine Armand, le ministre de l'Economie. Début octobre, Marc Ferraci, le ministre de l'Industrie, qui avait demandé des « efforts » au groupe public. « Bercy cherche des moyens de pression sur EDF », indique une source « sans néanmoins s'immiscer dans les négociations ». La ligne de crête est étroite. « L'Etat est attentif au succès des négociations mais n'intervient pas : elles relèvent de la responsabilité des industriels et d'EDF », réagit le cabinet du ministre de l'Economie. ■